

**DÉLIBÉRATION 2019 42 –
Recours au Contrat d'apprentissage**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Reportée au 19 décembre faute de quorum

EXPOSÉ DES MOTIFS

Pour les collectivités territoriales, l'apprentissage est un formidable levier qui permet de dynamiser les ressources humaines, transmettre les savoir-faire, créer un vivier de personnels qualifiés et formés aux métiers dont elles ont besoin.

Les diplômes préparés dans le cadre de l'apprentissage sont des diplômes de niveau I à V, de master 2 voir ingénieur à CAP/BEP.

L'apprentissage est pratiquement ouvert à tous les métiers et aux diplômes. Ces diplômes permettent de couvrir une large palette de métiers existants en collectivités territoriales.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants ;

Cette démarche s'inscrit dans la volonté gouvernementale de développer l'apprentissage dans tous les secteurs professionnels, y compris dans la fonction publique.

Ainsi, l'apprentissage offre aux jeunes de 16 à 29 ans au travers d'un travail effectif rémunéré et de l'encadrement d'un maître d'apprentissage, une opportunité pour leur insertion dans la vie active.

La volonté du Syndicat est de s'inscrire dans cette démarche. C'est pourquoi, compte tenu du besoin actuel de renfort à la direction de la communication et marketing il vous est proposé de mettre en œuvre ce dispositif en recrutant un·e jeune préparant un master en communication.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



DÉLIBÉRATION 2019 42 – Recours au Contrat d'apprentissage

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Reportée au 19 décembre faute de quorum

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
Vu le décret n°2009-596 du 26 mai 2009 relatif à la suppression de la limite d'âge pour les travailleurs handicapés en contrat d'apprentissage ;
Vu le décret n°2011-1924 du 21 décembre 2011 relatif à l'enregistrement des contrats d'apprentissage ;
Vu le décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
Vu le décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis ;
Vu le décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
Vu la saisine du Comité Technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne ;
Vu le code du travail articles L 6211-1 et suivants - articles R 6222-1 et suivants, articles D 6222-26 et suivants ;

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant la volonté du Syndicat de recourir à de tels contrats ;

Considérant le besoin actuel de la direction de la communication et marketing ;

Considérant qu'il revient au Comité syndical de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré :

APPROUVE le recours à l'apprentissage au sein du Syndicat dans les services dont les besoins auront été recensés.

DÉCIDE de conclure un contrat d'apprentissage conformément au tableau ci-après :

| Direction Communication et Marketing | Nombre de poste | Diplôme préparé | Durée de la formation |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------------|
| Service Communication | 1 | Master 1 | 1 an |

APPROUVE la nomination d'un maître d'apprentissage, dans le (ou les) service(s) concerné(s). Il aura pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti(e) des compétences correspondant à la qualification recherchée ou au titre ou au diplôme préparé par ce dernier. Le maître d'apprentissage disposera pour exercer cette mission du temps nécessaire à l'accompagnement de l'apprenti(e) et aux relations avec le centre de formation.

DIT que selon son âge, le diplôme préparé et la durée de la formation, l'apprenti(e) percevra une rémunération équivalente à un pourcentage du SMIC.
L'apprenti sera affilié au régime général de la sécurité sociale et au régime complémentaire IRCANTEC. Les exonérations de charges salariales, lui seront automatiquement appliquées.

AUTORISE la Présidente à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le/les contrats d'apprentissage ainsi que la/les conventions conclues avec le Centre de Formation d'Apprentis.

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits au budget, chapitre 012.

La Présidente



Catherine Baratti-Elbaz
Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement